



Message du 56ème anniversaire de l'indépendance : Faure Gnassingbé aborde plusieurs sujets

Dans son message d'une quinzaine de minutes à la nation de ce mardi dans le cadre de la célébration du 56^{ème} anniversaire de l'indépendance du Togo, Faure Gnassingbé a abordé plusieurs sujets brûlants de l'actualité togolaise, dont la question de la décentralisation et des élections locales.

Faure Gnassingbé a d'abord convié ses compatriotes, quel que soit l'endroit où ils sont, à s'associer au devoir de mémoire qui incombe à tous les Togolais vis-à-vis des « héros » de l'indépendance.

Après un bref clin d'œil aux forces de défense et de sécurité pour leur « noble mission », le Président de la République a clairement fait savoir que leur tâche est devenue plus ardue à cause du terrorisme.

« Aujourd'hui, leur mission a pris une dimension nouvelle, elle est beaucoup plus exigeante dans un contexte international marqué par les violences terroristes et la multiplication des réseaux criminels. Face à ces dangers, qui menacent la quiétude de nos populations, la vigilance doit être permanente et la lutte collective. Ces derniers mois, vous savez, notre sous-région a été durement éprouvée. Je saisis cette occasion pour renouveler mes condoléances et notre soutien aux nations sœurs et amis qui ont enregistré des pertes en vies humaines, suite à des attaques terroristes et barbares », a-t-il déclaré.

Pour faire face à la montée des extrémismes, il a proposé que les vertus de la tolérance, de la fraternité et du patriotisme soient absolument renouvelées.

« Un nouvel horizon se dessine pour le Togo », croit M. Gnassingbé.

Le projet de décentralisation dont la mise en œuvre a été amorcée, conformément à la feuille de route établie se fera avec le concours de toutes les « contributions constructives ».

« Le processus de décentralisation et des élections locales est un enjeu national qui nous concerne tous. C'est pourquoi le Gouvernement tiendra naturellement compte des contributions constructives des uns et des autres. Le moment venu, il appartiendra à l'Assemblée nationale de retenir les options qui nous guideront dans le parachèvement du processus de décentralisation et dans l'organisation des élections locales », a-t-il clairement relevé.

Voici l'intégralité du discours

Togolaises, Togolais,

Mes chers compatriotes,

Ce 27 avril 2016, notre cher pays le Togo célèbre 56ans de souveraineté, conquise de haute lutte.

En souvenir de ce jour mémorable, je vous convie, quel que soit l'endroit où vous vous trouvez, à vous associer au devoir de mémoire qui nous incombe, vis-à-vis des héros de notre indépendance.

En ces heures de communion nationale, je souhaite que vous puissiez trouver dans les luttes intrépides qu'ils ont menées pour notre liberté, une source d'inspiration et un enthousiasme renouvelé, pour poursuivre l'œuvre de construction nationale.

Cette exhortation s'adresse aussi à nos frères et sœurs de la diaspora, qui, j'en suis certain, gardent au plus profond d'eux-mêmes un certain attachement pour la Mère-Patrie.

Mes chers concitoyens,

La célébration de notre fête nationale m'offre le plaisir de saluer à nouveau la bravoure et le sens de l'engagement de tous nos compatriotes qui ont l'exaltante mission de veiller sur l'intégrité du territoire national et sur notre sécurité.

Aujourd'hui leur mission a pris une dimension nouvelle. Elle est de plus en plus exigeante, dans un contexte international marqué par les violences terroristes et la multiplication des réseaux criminels.

Face à ces dangers qui menacent la quiétude de nos populations, la vigilance doit être permanente et la lutte collective.

Ces derniers mois, notre sous-région a été durement éprouvée.

Je saisis l'occasion pour renouveler mes condoléances et notre soutien, aux nations sœurs et amies qui ont enregistré des pertes en vies humaines, suite à des attaques terroristes et barbares.

Avec la nouvelle donne qui prévaut, caractérisée notamment par la montée des extrémismes, nous devons renouer à tous les niveaux avec les vertus du dialogue, de la tolérance, de la fraternité et du patriotisme.

La citoyenneté, c'est aussi l'acceptation de l'autre, le respect des différences. La diversité des religions, des langues et des cultures ne doit pas être un prétexte pour alimenter des conflits. C'est pourquoi je lance un appel à toutes et à tous, pour la préservation et la promotion de notre modèle social républicain, qui est basé comme vous le savez, sur la recherche permanente du mieux-vivre ensemble

et sur la nécessité de faire de nos différences le ciment de notre unité nationale.

Togolaises, Togolais

Mes chers compatriotes,

Le Togo étant une nation de croyants, c'est dans la foi et l'espérance que nous devons redoubler d'ardeur pour que notre pays demeure une terre de paix et de sécurité, afin que nous puissions continuer à avancer dans la cohésion, vers le progrès et la prospérité.

Nous souhaitons qu'avec l'aide de Dieu, la dynamique positive amorcée dans tous les domaines de la vie nationale, s'affermisse sans cesse.

La démocratie apaisée que nous nous attelons à consolider, année après année, crée un cadre propice pour l'approfondissement des réformes engagées et pour la poursuite de la politique des grands travaux.

Ainsi, l'inauguration de la nouvelle aérogare de l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma et bien d'autres ouvrages ainsi que la réouverture de l'hôtel Radisson Blu 2 Février, à quelques jours de la fête de l'indépendance, prennent une forte valeur de symbole.

Ces deux événements sont en effet une bonne illustration de la transformation qualitative qui s'opère au Togo de manière irréversible.

Ils augurent de bonnes perspectives pour notre pays, si nous savons préserver ce qui fait la force de notre nation.

Togolaises, Togolais,

Mes chers compatriotes,

Après 56 années d'indépendance, c'est un nouvel horizon qui se

dessine pour le Togo, ce beau pays que nous avons en partage. Il est fait de défis pressants mais aussi d'opportunités que nous devons saisir pour réaffirmer notre ancrage dans la modernité.

Depuis que notre pays a retrouvé le chemin de son développement économique et social en 2006, nous avons franchi des étapes fondamentales qui nous permettent d'envisager l'avenir avec confiance.

Entre 2006 et 2012, une première vague de réformes politiques, économiques et sociales a permis au Togo de réaliser des progrès importants en terme de réduction de la pauvreté et d'amélioration du bien-être. Cet élan s'est poursuivi après 2012 à travers la mise en œuvre de la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi.

Si l'impact des premières réformes a surtout été ressenti dans les milieux urbains, celles qui ont été amorcées en 2012 ont davantage contribué à réduire la pauvreté en milieu rural, permettant ainsi un rééquilibrage progressif au sein de l'espace national.

Les différents programmes mis en œuvre ont créé des dynamiques d'auto-prise en charge au sein des populations à la base et méritent donc d'être consolidés, pour renforcer la lutte contre l'exclusion économique et sociale.

Dans ce domaine, le sort et l'avenir de la jeunesse ne cessent de nous préoccuper.

Le projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes qui a été lancé il y a quelques jours s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'exclusion socio-économique des jeunes. Il vise à multiplier les opportunités d'emploi dans les domaines à fort potentiel tels que l'agriculture, les mines, le tourisme, l'environnement, etc.

Dans le secteur agricole par exemple, ce programme

contribuera à renforcer l'entreprenariat des jeunes, en leur apportant des appuis grâce auxquels, ils pourront mieux se prendre en charge dans les phases de production, de transformation et de commercialisation. Il devrait déboucher, notamment grâce au concours du secteur privé, sur la création de milliers d'emplois directs et indirects pour notre jeunesse.

Dans la même dynamique, nous entendons accorder une attention toute particulière à la jeunesse déscolarisée ou semi-scolarisée qui, faute de diplômes, peine à trouver une porte d'entrée sur le marché du travail. Ces jeunes qui sont pour la plupart issus des milliers défavorisés sont les premières victimes de l'exclusion sociale. Nous devons leur tendre la main et leur donner une chance de sortir de la précarité.

Mes chers compatriotes

Dans le souci de consolider davantage les progrès que nous avons réalisés dans la lutte contre l'exclusion sociale, j'ai engagé le Gouvernement dans un vaste programme d'urgence de développement communautaire.

Grâce à ce programme, nous mobiliserons d'importantes ressources additionnelles pour répondre à la demande sociale qui est de plus en plus pressante.

Notre objectif est de franchir un nouveau cap dans la lutte contre la pauvreté, en touchant les populations des zones qui ne sont pas encore suffisamment desservies par les infrastructures et les services sociaux et économiques de base. La finalité est d'accélérer la réduction des inégalités sociales par la promotion d'une croissance inclusive.

Pour y parvenir, nous privilégions les interventions ciblées, répondant à des besoins urgents et prioritaires.

Togolaises, Togolais

Mes chers compatriotes,

Le développement étant par définition une démarche participative, il va de soi que les résultats escomptés ne seront pleinement atteints que si les efforts du gouvernement suscitent au sein des populations bénéficiaires une adhésion totale et une bonne appréciation.

Nous faisons face à des défis multiples. A ceux relatifs à la pauvreté et à l'exclusion sociale que je viens d'évoquer, s'ajoutent le déficit persistant en infrastructures, les défis environnementaux émergents ainsi que le défi du financement de notre développement.

Le prochain Plan de développement national que nous allons élaborer à la suite de la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi aura pour vocation non seulement d'assurer une parfaite intégration de nos axes d'actions prioritaires mais aussi d'en accélérer la mise en œuvre dans un cadre institutionnel approprié.

Depuis la campagne nationale de consultation sur l'avenir que nous voulons pour l'après-2015, jusqu'à l'adoption des Objectifs de développement durable, la nation togolaise est entièrement mobilisée pour la mise en œuvre des ODD, en conformité avec ses priorités nationales et ses engagements au niveau continental et sous-régional. Togolaises, Togolais,

Mes chers compatriotes,

Le projet de décentralisation dont la mise en œuvre a été amorcée, conformément à la feuille de route établie, est une chance pour la démocratie participative et une réelle opportunité pour le développement local.

Le processus de décentralisation et des élections locales est un enjeu national qui nous concerne tous. C'est pourquoi le Gouvernement tiendra naturellement compte des contributions constructives des uns et des autres. Le moment venu, il

appartiendra à l'Assemblée nationale de retenir les options qui nous guideront dans le parachèvement du processus de décentralisation et dans l'organisation des élections locales.

Le plus important est qu'à chaque étape, les dispositions soient prises pour que le processus de mise en œuvre de la feuille de route de la décentralisation et des élections locales puisse, non seulement avancer mais aussi favoriser à terme le développement local participatif et la promotion sociale des communautés à la base.

Je suis pour ma part convaincu que le succès attendu est à notre portée. Les épreuves et les défis que le peuple togolais a réussi à surmonter tout au long de son histoire, sont autant de raisons d'espérer, d'avoir constamment foi dans l'avenir de notre nation et d'œuvrer sans relâche pour son progrès et son rayonnement.

Sur cette note d'optimisme, je vous souhaite à toutes et à tous une bonne fête de l'indépendance.

Vive la patrie et que Dieu bénisse le Togo.



Le Pouvoir c'est vous Gamesu

Iberto Olympio, le président du parti des Togolais annonce son retour très bientôt sur Lomé. « un long mais nécessaire silence médiatique pour revenir avec le fruit de ma réflexion

». ***Pouvait-on lire sur son compte twitter cette semaine.***

Plongé dans un silence profond au lendemain de la proclamation des résultats de la présidentielle d'avril 2015 à laquelle il s'est retiré à la dernière pour des raisons de transparence du scrutin et de la fiabilité du fichier électoral, le président du parti des Togolais revient avec un ouvrage « le Pouvoir c'est vous Gamesu » dont la sortie officielle est annoncée au 25 mai 2016.

Lié une affaire de justice à Lomé sur une plainte de l'un de ses associés de son entreprise Axxend basée à Dakar pour détournement, son départ de Lomé sans tambour ni trompète s'est fait remarqué quelques mois après. Plusieurs médias écrivaient à l'époque entre autres '' Mais où est passé Alberto Olympio ?''.

Ce retrait n'a en tout cas pas empêché les différentes fédérations de son parti appuyées par la direction de son cabinet à être présent sur le terrain à travers le programme de formation civique institué depuis la naissance du parti. Le dimanche 24 avril 2016 **au quartier Nyékonakpoè la problématique de la démotivation politique de la jeunesse et la nécessité de ramener cette jeunesse au centre du débat politique était à l'ordre du jour.**

Le conférencier, défenseur des droits de l'homme, Ayayi Togoata Apedo-Amah qui a entretenu les jeunes lors de cette séance, a axé sa communication sur le thème : « Jeunesse et politique : ramener la jeunesse au centre du débat ». "Nous devons être les propres acteurs de notre changement politique" a fait comprendre le Prof Togoata aux jeunes qui ont répondu part à ce séminaire de formation et de sensibilisation, qui comme pour la plupart des jeunes togolais se désintéressent depuis un certain temps à la chose politique.

"Le changement ne peut se faire de façon isolée. On doit s'organiser d'une certaine manière, certains en partis

politiques, d'autres en associations de la société civile pour des actions ponctuelles", a déclaré M. Togoata.

Ce programme vise à renforcer les capacités des différentes composantes de la société togolaise, afin qu'elles soient mieux outillées pour comprendre et participer en connaissance de cause aux débats publics, sociaux, économiques et politiques.



56ème fête de l'indépendance : François Hollande félicite le Togo

Le Togo a célébré ce 27 avril le 56^{ème} anniversaire de son accession à la souveraineté. Les messages de félicitation adressés au chef de l'Etat, Faure Gnassingbé et le peuple togolais continuent de tomber. Le dernier en date est celui du Président de la République française, François Hollande qui a reconnu que le Togo, 56 ans après, se met dans une dynamique de croissance et de développement.

Cette dynamique sera soutenue par la France à travers ses opérateurs du développement et les entreprises françaises, a promis le chef de l'Etat français.

Ce soutien sera encore une fois illustré tout au long du prochain sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique que le Togo abrite en octobre prochain. « La France se tient à vos côtés dans votre engagement en matière de lutte contre la piraterie maritime et contre les trafics », indique

le message du président français.

« Je forme les vœux que cette année soit prospère pour la République togolaise et qu'elle voit l'approfondissement des institutions démocratiques par la poursuite du dialogue et l'engagement du dialogue sous votre autorité », a déclaré en second lieu à son homologue togolais.

Le Togo a été respectivement territoire sous mandat et la tutelle de la France.



Intégration du commerce inter-africain : Faure Gnassingbé invite les pays africains à lever les obstacles qui empêchent le développement du commerce

Invité d'honneur à la 57^{ème} édition de la foire internationale du Zimbabwe (ZITF), le Président Faure Gnassingbé a invité les pays africains à lever les obstacles qui empêchent le développement du commerce inter-africain.

Le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé avait à ses côtés son homologue Zimbabween Robert Mugabe.

Pour lui, l'intégration est la seule clé du développement et de l'intégration du continent africain, nécessite une volonté politique de la part des Etats africains et une véritable stratégie.

« Le thème de la rencontre constitue l'enjeu majeur des prochaines décennies en Afrique. L'Afrique doit lever toutes les barrières qui freinent les échanges, retardent l'industrialisation et renforcent le chômage' », a déclaré Faure Gnassingbé.

L'édition de cette année qui prend fin ce samedi, est placée sous le thème : « Innover, intégrer et industrialiser ».



Le Togo présente des opportunités pour devenir un hub sous régional, estime le China Merchants Group

« Le Togo est un pays avec beaucoup de potentialités pour devenir un hub de la sous-région ouest africaine. Nous sommes vraiment impressionnés par les infrastructures de Lomé. En

tant qu'investisseurs, nous avons confiance en le Togo ».

Cette déclaration est celle d'une délégation du China Merchants Group, un conglomérat d'entreprises chinoises spécialisées dans les finances, l'immobilier et les activités portuaires, à l'issue d'une rencontre avec le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé.

Etaient présents, le Premier ministre, Komi Sélom Klassou et l'Ambassadeur de Chine au Togo, Liu Yuxi.

Julien Li Riu, chef de la délégation, le chef de la délégation des opérateurs économiques chinois a rappelé que la visite effectuée au Togo s'inscrit dans le cadre d'une mission de travail pour s'enquérir des opportunités que regorge le marché togolais.

Satisfait après une semaine de travail, l'homme d'affaires a promis que des investissements du China Merchants Group sont probables au Togo

Pour rappel, le China Merchants Group a son quartier général à Hong Kong,



Bilan de la coopération germano-togolaise : plusieurs actions en 4 années de reprise

Après presque 20 ans de suspension, l'Allemagne et le Togo ont repris, en 2012, la coopération au développement. Plusieurs

actions ont été posées par l'Allemagne envers le Togo. Ces actions embrassent presque tous les domaines.

Selon la Direction de la coopération internationale, suite à la signature, le 9 décembre 2011, d'un protocole des entretiens gouvernementaux et à l'issue de plusieurs missions techniques menées par l'Allemagne au Togo, les deux pays se sont accordés sur un programme de coopération dans trois (3) pôles prioritaires ci-après à savoir la formation technique et professionnelle et l'emploi des jeunes (ProFoPEJ), le développement rural y compris l'agriculture (ProDRA) et la décentralisation et la bonne gouvernance (ProDeG).

A la suite des premières négociations intergouvernementales tenues les 26 et 27 juin 2012 à Lomé, l'Allemagne a alloué au Togo une enveloppe financière de 26 millions d'euros pour la réalisation des programmes suscités, qui ont démarré en novembre 2012. Les secondes négociations sur la coopération au développement entre le Gouvernement de la République Togolaise et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne se sont tenues les 4 et 5 juin 2014 à Lomé et sanctionnées par une enveloppe de 40 millions d'euros à raison de 29 millions d'euros pour la coopération financière et 11 millions d'euros pour la coopération technique.

L'Allemagne a également financé d'autres projets non inscrits dans le cadre prioritaires, notamment le projet d'aménagement du petit contournement de Lomé (tronçon 2), à hauteur de 16,467 millions d'euros. La coopération technique et surtout le Fonds d'études et d'experts a bénéficié d'un financement de 1 million d'euros. En 2013, l'Allemagne a alloué 5 millions d'euros au Togo dans le cadre du Fonds spécial pour l'énergie et le climat « Appui au REDD+-readiness et réhabilitation de forêts au Togo (ProREDD) ».

Au titre de la coopération multilatérale, plusieurs actions ont été faites pour porter haut cette coopération. En témoigne la contribution de l'Allemagne au 11^{ème} Fonds européen pour le

développement (FED) qui couvre la période allant de 2014 à 2020. Sur une enveloppe de 216 millions d'euros au Togo, l'Allemagne a participé à hauteur de 20,6%.

Suivant le mécanisme biennal de discussions entre les autorités allemandes et togolaises depuis la reprise de la coopération entre les deux (2) pays en 2012 après une vingtaine d'années de suspension, les prochaines négociations intergouvernementales sur la coopération au développement entre la République Togolaise et la République fédérale d'Allemagne auront lieu en 2016 en Allemagne.



Robert Dussey, chantre de la Charte du Sommet extraordinaire de l'UA du 15 octobre 2016 à Lomé

Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, Robert Dussey, dans une intervention au débat public organisé ce lundi à New York par le Conseil de sécurité des Nations Unies, a demandé le soutien de la communauté internationale pour la Charte relative à la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique qui sera signée et adoptée à Lomé, lors du Sommet

extraordinaire de l'Union africaine (UA) sur ces questions.

A la fin du débat, le ministre togolais, véritable guerrier diplomatique, a obtenu gain de cause. Et pour cause, le conseil a adopté une « Déclaration Présidentielle » qui réaffirme l'engagement de la communauté internationale à participer aux côtes des Etats du Golfe de Guinée, à la lutte contre les actes de piraterie et de vols à main armée en mer dans le Golfe de Guinée.

Pour convaincre les membres du Conseil qui ont tour à tour intervenu avant le ministre togolais, a passé en revue les différents avantages que regorge ce texte pour les pays africains dans leur ensemble.

« Véritable texte juridique contraignant, le projet de Charte de Lomé prend d'ores et déjà en compte les préoccupations exprimées par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 2018 (2011), 2039 (2012) et 2184 (2014) par lesquelles il recommandait de prendre des mesures idoines et efficaces pour juguler ces fléaux », a-t-il lancé d'entre de jeu.

La Charte de Lomé, a-t-il appuyé, sera une contribution à la mise en œuvre de la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans (Stratégie AIM 2050), dans la mesure où elle met en relief l'importance de la coopération régionale et internationale contre la piraterie maritime, les trafics illégaux de tout genre transitant par la mer, la pêche illicite non déclarée et non réglementée et la pollution de l'environnement marin.

Il est donc souhaitable, selon le Ministre Dussey, que ce texte juridique puisse être adopté pour permettre aux Etats africains d'accroître l'efficacité de la surveillance de leurs espaces maritimes et côtiers, grâce aux échanges et au partage d'informations ainsi qu'au renforcement de leur coopération en matière d'entraide judiciaire, dans le cadre des poursuites contre les auteurs présumés de ces actes.

Cet instrument juridique, qui vient compléter le cadre normatif régional existant, permettrait également aux Etats africains de stimuler leur croissance économique par la création d'emplois le long des côtes africaines à travers notamment la promotion de la pêche artisanale et la commercialisation des produits de pêche aux plans national, sous régional et international.



Togo/Education : un probable refus des directeurs d'écoles de rentrer le 29 mars prochain

Va-t-on vers une grève des directeurs des écoles publiques du préscolaire et primaire du Togo ? La réponse à cette question pourrait être affirmative si le gouvernement ne donne pas une suite favorable aux chefs d'établissement avant la prochaine rentrée de la fête des Pâques prévue pour le 29 mars 2016.

Dans un courrier le 17 mars dernier adressé au ministre des Enseignements primaire, secondaire et de la formation professionnelle Pr Paalamwé Tchakpélé, l'Association nationale des chefs d'établissement publics du préscolaire et primaire du Togo (ANACE/3PT0) indique qu'« aucune école du préscolaire et primaire du Togo n'est prête à reprendre les cours le 29 mars prochain sur toute l'étendue du territoire sans le paiement en intégralité de la subvention fonctionnement de l'Etat pour le compte de l'année scolaire 2015-2016 ».

« Suite à la longue attente dans la perception des fonds de

roulement de nos écoles préscolaires et primaires publics du Togo pour le compte de l'année 2015-2016, débutée depuis le 28 septembre 2015, considérant que jusqu'à ce jour du 17 mars 2016, soit six mois après la rentrée scolaire, rien n'est fait pour faciliter la gestion des écoles par les chefs d'établissements », indique la lettre signée Kokou Fiomedon, Président de l'ANACE/3PTO avant d'ajouter que la « grogne a atteint toutes les inspections du Togo, le découragement et la démotivation ont atteint leur summum ».

Pour les années à venir, les responsables de cette association exigent du gouvernement du Togo le paiement de cette subvention au plus tard la semaine après la rentrée scolaire. L'année scolaire risque donc de ne pas connaître un heureux aboutissement, surtout que ces directeurs sont décidés à aller au bout de leur revendication.

Il faut rappeler que depuis la gratuité des écoles préscolaire et primaire il y a cinq (5) ans, le gouvernement verse aux directeurs d'établissements une subvention annuelle.



La préfecture de l'Oti enregistre deux (2) cas de fièvre hémorragique de Lassa

Depuis quelques jours, les bruits courent que la fièvre hémorragique de Lassa, une maladie aigüe, virale, transmise à l'homme par des rats dont les urines ou les excréments ont contaminé des aliments ou des articles ménagers, connue au Bénin voisin, serait arrivée au Togo par la ville de Mango.

Le ministère de la Santé et de la protection sociale, dans un communiqué, indique qu'au cours de la semaine du 7 au 11 mars 2016, le district sanitaire de l'Oti (plus de 500 km au nord de Lomé) a notifié deux (2) cas de fièvre hémorragique du virus de Lassa.

Dans son document, le ministère profite de l'occasion pour tenir informée la population sur cette nouvelle maladie.

Le virus qui transmet la fièvre de lassa peut aussi se transmettre d'homme à homme par contact direct avec le sang, l'urine, les excréments, les vomissements ou autres sécrétions biologiques d'une personne malade, indique le communiqué.

Les symptômes de ce type de fièvre chez l'homme sont les maux de tête, de gorge, une toux, des nausées, des vomissements, une diarrhée, des douleurs musculaires, thoraciques, des saignements et ayant des contacts avec des antécédents.

Le ministre Moustapha Mijiyawa rappelle que la fièvre à virus Lassa, tout aussi mortelle, est cependant guérissable.

« Plus tôt le malade est amené au centre de santé, plus il a la chance de guérir », ajoute le communiqué.

Des mesures simples permettent de l'éviter : se laver régulièrement les mains à l'eau et au savon, ne pas toucher ni transporter le corps de personnes mortes de fièvre de Lassa ou de causes inconnues, éviter que les rongeurs pénètrent dans les habitations, conserver les céréales et plus généralement les denrées alimentaires dans des contenants résistants aux rongeurs, éliminer les ordures loin des habitations, maintenir la propreté à l'intérieur des habitations, éviter la consommation et la manipulation des rongeurs, éviter tout contact avec le sang ou autre liquide biologique d'un malade.

Le service en charge de prendre en compte des personnes présentant les signes de cette maladie est joignable au numéro vert, 111.



Fièvre de Lassa : Mort, le médecin américain contaminé sera décoré à titre posthume

Annoncé officiellement il y a quelques jours par le gouvernement dans la préfecture de l'Oti (nord du Togo), la fièvre hémorragique à virus de Lassa découvert au Togo à travers deux (2) cas, vient de tuer l'une des deux (2) personnes contaminées. Il s'agit du médecin chirurgien américain, en poste à l'hôpital de Mango (520 km au nord de Lomé). L'information a été révélée par le conseil des ministres de ce vendredi.

Le gouvernement ne restera pas les bras croisés devant cette mort embrassée par le citoyen américain pour avoir voulu sauver des vies togolaises. L'illustre médecin sera décoré à titre posthume, apprend-on du conseil des ministres.

Le conseil a par ailleurs présenté ses compassions aux familles dont les membres ont été touchés par la maladie et ses condoléances à celle du médecin chirurgien américain.

Le gouvernement rappelle par le biais de son communiqué à l'endroit de la population que la fièvre à virus de Lassa est guérissable.

Pour éviter de la contaminer, souligne le document, des mesures d'hygiène très simples sont à adopter, à savoir se laver régulièrement les mains à l'eau et au savon, éviter de manipuler les corps des personnes décédées de la fièvre, prendre soins des aliments un numéro vert est mis à la disposition de la population en cas de besoin.

Selon le gouvernement, dès l'apparition des premiers cas, les dispositions urgentes ont été prises pour la mise sous surveillance avec examen quotidien de toutes les personnes qui étaient en contact avec les personnes identifiées, la durée d'incubation du virus étant d'un à trois semaines et la sensibilisation des populations.